

Unité départementale du Loiret  
3 rue du Carbone  
45072 Orléans

Orléans, le 15/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE LEPLATRE ET COMPAGNIE**

21 rue du Moulin  
45130 Épieds-En-Beauce

Références : 271/2025 - VAT20250289  
Code AIOT : 0010005758

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement SOCIETE LEPLATRE ET COMPAGNIE implanté 21 RUE DU MOULIN LE BOURG 45130 EPIEDS-EN-BEAUCE. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE LEPLATRE ET COMPAGNIE
- 21 RUE DU MOULIN LE BOURG 45130 EPIEDS-EN-BEAUCE
- Code AIOT : 0010005758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société LEPLATRE, implanté au 21 rue du Moulin sur la commune d'Épieds-en-Beauce, relève du

régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre des rubriques 2160-2.

L'établissement relève du statut SEVESO Seuil Bas par la règle de cumul définie à l'article R.511-11 du code de l'environnement au titre des dangers physiques, en raison des quantités de produits utilisés visés par les rubriques 4702-II et 4718-2 de la nomenclature des installations classées.

Il comporte également des activités relevant du régime de la déclaration (selon les cas, avec contrôle périodique) au titre des rubriques 2160-1b, 2175, 4718-2, 2260-2b, 4702-I-II-III-b.

Les activités de cet établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 Prélèvements envtx
- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 8.5.4.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Conformité des Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Plan des zones à	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016,	Avec suites, Demande de justificatif à	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	risques d'explosion	article 7.3.2.1	l'exploitant, Demande d'action corrective		
5	Conformité des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Demande d'action corrective	2 mois
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	2 mois
7	Stockage de gaz inflammables liquéfiés	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 8.5.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
9	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 6.2.2 et 6.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
11	Etat des stocks des matières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande	Demande d'action corrective, Demande de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	dangereuses		d'action corrective	justificatif à l'exploitant	
13	Recensement des sources de bruit	AP de Mesures Conservatoires du 23/01/2025, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Stockage engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 8.5.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande</li> </ul>

- d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2024

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

[...]

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

**Constats :**

**Ecart [PdC n°1] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 : L'exploitant ne justifie pas d'une procédure spécifique pour la mise à l'arrêt d'urgence et la mise en sécurité du réservoir GPL.**

L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à l'élaboration d'une procédure spécifique pour la mise à l'arrêt d'urgence et la mise en sécurité du réservoir aérien de GPL.

L'exploitant a précisé que cette procédure sera rédigée dès que la modification sur la deuxième vanne d'alimentation de la rampe d'aspersion de la cuve GPL sera installée.

Cette modification consistera à l'ajout d'un déport sur la vanne existante afin que le levier de fermeture soit accessible plus facilement pour le personnel.

**Par conséquent, l'exploitant ne justifie pas d'une procédure spécifique pour la mise à l'arrêt d'urgence et la mise en sécurité du réservoir GPL.**

**L'écart [PdC n° 1] de la visite du 23 juillet 2024 est maintenu.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°1.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Conformité des Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Ecart [PdC n°2] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 :</b> En l'absence de la résorption de l'ensemble des anomalies relevées et en l'absence d'un contrôle exhaustif de l'ensemble des installations électriques, l'exploitant ne justifie pas d'installations électriques entretenues en bon état et conformes en tout point à leurs spécifications techniques d'origine.</p> <p>Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 23 janvier 2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir listé les non-conformités relevées dans le rapport n°534510.01.60.24.M.001.ELAR.001, relatif à la vérifications de ses installations électriques en date du 13 mars 2024 par la société APAVE, afin de planifier les interventions nécessaires pour les lever. Pour autant, au jour de la visite, l'exploitant ne peut justifier du traitement des anomalies électriques identifiées dans le rapport précité.</p> <p>En effet, l'exploitant ne dispose pas, pour l'année 2025, d'un rapport de vérification des installations électriques ni au titre du Code du travail, ni au titre du Code de l'environnement ; l'échéance annuelle de ces contrôles était au 13 mars 2025 (cf PdC n°3).</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport «Q19 » en date du 21 avril 2025 de la société LA PREDICTIVE ayant pour objet le contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge selon le référentiel APSAD19.</p> <p>A la lecture du document, l'inspection a constaté que le prestataire a relevé 3 anomalies ayant pour degré de priorité 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- SILO PRIVE - Armoire de manutention 1 - Contacteur -Ventilation (défaut déjà signalé) ;</li><li>- SILO PRIVE - Armoire de manutention 1 - Contacteur - Ventilation (défaut déjà signalé) ;</li></ul>

- SILO BOULAY - Armoire de manutention - Contacteur - TAP 3

La société LA PREDICTIVE hiérarchise les anomalies électriques de la manière suivante :

- Priorité 1 Action immédiate ;
- Priorité 2 Action sous deux mois à compter de la réception du rapport ;
- Priorité 3 Vérification ou action à réaliser avant le prochain contrôle thermographique périodique.

Le prestataire a indiqué ne pas avoir contrôlé la « cellule HT » et le « Compteur » du « Local Tranfo » du fait d'un problème d'accès.

Dans la partie "AVIS ET AMELIORATIONS PROPOSEES VIS-A-VIS DU RISQUE INCENDIE", le prestataire recommande l'installation de hublots calibrés sur les cellules HT afin de rendre possible les prises de mesures thermographiques à l'intérieur de celles-ci. »

Néanmoins, l'intervenant de la société LA PREDICTIVE conclut que cette installation ne présente pas de risque particulier.

**Pour autant, l'inspection rappelle à l'exploitant que, du fait de son activité, des installations électriques défectueuses ou présentant des anomalies peuvent être à l'origine d'explosion et d'incendie.**

**Il est de la responsabilité de l'exploitant de maintenir ses installations conformes à la réglementation en vigueur et à un niveau de risque acceptable.**

**L'exploitant ne justifie toujours pas de la mise en conformité des installations qu'il exploite.**

**Aussi, l'écart « PdC n°2 » est maintenu. Le point 2a de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 janvier 2025 n'est donc pas respecté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°2.

L'exploitant doit proposer un plan d'action afin de résorber, rapidement, l'ensemble des anomalies et non-conformités relevées lors de la vérification périodique de ses installations électriques, et être en mesure de justifier de la levée de ces écarts.

De plus, l'exploitant doit transmettre un rapport de vérification de ses installations électriques au titre du Code de l'environnement, d'une part, et au titre du Code du travail, d'autre part.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois



### N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées ce rapport, constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé vis-à-vis des dispositions du présent arrêté.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de la vérification périodique de ses installations électriques. En effet, les derniers rapports (en date du 13 mars 2024) , au titre du Code du travail, ont été présentés à l'inspection lors de la précédente visite du 23 juillet 2024. Ces rapports ont été rédigés par la société APAVE lors de la vérification des installations électriques des sites n°8 et 21, rue du Moulin à EPIEDS-EN-BEAUCE, du 11 mars 2025 au 12 mars 2025.  Pour autant, l'exploitant a indiqué avoir contracté avec un autre prestataire afin de procéder à une vérification électrique de ses installations à la fin de la moisson, courant août 2025. Un contrat rédigé par la société QUALICONSULT, référencé n°3100097158, pour les sites de la société LEPLATRE SAS, dont celui d'EPIEDS-EN-BEAUCE, a été présenté au cours de la visite. L'inspection a constaté une signature et le tampon de la société LEPLATRE SAS, en fin du document, à la date du 24 mars 2025 valant acceptation de la proposition de son prestataire.  Néanmoins, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de respecter l'échéance annuelle, pour procéder à la vérification de ses installations électriques.  <b>Ecart [PdC n°3] : L'exploitant ne respecte pas l'échéance annuelle de la vérification périodique de ses installations électriques, par un organisme compétent.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à

l'exploitant
<b>Proposition de délais : 2 mois</b>

#### N° 4 : Plan des zones à risques d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone à atmosphère explosive
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le plan des zones à risque d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Ecart [PdC n°3] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 : L'exploitant n'a pas présenté le plan des zones à risques à l'organisme chargé des vérifications des installations électriques du site.</b></p> <p>Le 28 novembre 2024, l'exploitant a transmis son Plan des Opérations Internes (POI) dans lequel figure le plan des zones à risques du site. L'inspection a constaté que le risque d'explosion que présentent les engrais à haut dosage relevant de la rubrique 4702-II ne figure pas sur le plan annexé au POI. Ce plan devra être modifié dans la prochaine mise à jour du POI.</p> <p>Par sondage, sur le terrain, l'inspection a constaté l'absence de pictogramme « risque d'explosion » pour les installations de séchage alimentée par le gaz de la cuve GPL..</p> <p>L'inspection constate une simple mention ATEX pour l'ensemble du bâtiment Silo Béton, sans distinction du niveau des zones (0, 1, 2,, 20, 21 ou 22) que présentent ses installations. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en regard de ce zonage, il doit être en mesure de justifier de l'adéquation du niveau de protection des équipements présents dans cette zone vis-à-vis du niveau de risque retenu. Pour rappel, la maîtrise de la sécurité des installations classées est basée sur plusieurs documents obligatoires, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'Etude De Danger "EDD" incluant les scénarii identifiant les mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) ;</li> <li>• le document unique d'évaluation des risques ;</li> <li>• le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) ;</li> <li>• leurs annexes / documents associés (plan de classement de zone, liste des matières inflammables, plan de maintenance, procédures d'accueil sécurité, ...).</li> </ul> <p>En complément, le site doit disposer des notices d'utilisation et des rapports de contrôle et de</p>

maintenance des matériels installés dans l'installation.

Par conséquent, l'écart [PdC °3] est reformulé comme suit :

- Le POI n'est pas à jour (risque explosion engrais non représenté),
- signalisation du zonage ATEX incomplet sur le terrain (installations de séchage alimentée par le gaz de la cuve GPL),
- zonage ATEX non conforme.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°4.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Conformité des dispositifs de protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2024

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'Union européenne.

Pour les installations dont le premier arrêté d'autorisation est antérieur au 24 août 2008 : l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.

Pour les installations dont le premier arrêté d'autorisation est postérieur au 24 août 2008 : l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]

#### **Constats :**

**Ecart [PdC n°4] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 : L'exploitant ne justifie pas de systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique conformes aux normes réglementaires en vigueur.**

**Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 23 janvier 2025.**

**Le jour de la visite**, l'exploitant a présenté un rapport de la société 1G FOUDRE en date du 05 novembre 2024 (référence : 1GF.24.2333).

Le prestataire conclut que les installations de protection contre la foudre du site sont « conformes ».

Néanmoins, au **Chapitre 1 « Synthèse de la vérification »** le prestataire indique :

[...]

#### **«Remarques :**

**R1** *En l'absence de Notice de Vérification et de Maintenance (NVM), le présent rapport n'est pas recevable en état par l'administration. En effet l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié impose la réalisation de chaque contrôle périodique sur la base de cette notice. Celle-ci doit être réalisée par un organisme reconnu compétent (QUALIFOUFRE ou F2C) .*

#### **Avis suspendus :**

**AS1 :** *En l'absence de moyens d'accès pour la toiture, nous n'avons pu contrôler l'installation paratonnerre PDA1/2/3 ainsi que les conducteurs de descente.*

**AS2 :** *En l'absence de plans d'implantation et d'informations concernant leurs implantations, les prises de terres PDT 1.2/2.2/3.2 n'ont pu être vérifiées. »*

[...]

### Concernant le rapport.

Par sondage, l'inspection a relevé que l'intervenant de la société 1G Foudre a indiqué dans son rapport que la Notice de Vérification de la Maintenance (11.601.200.10831.00B/002 du 17/06/2011 de la société APAVE), lui a été présentée. Cette information est contradictoire avec la remarque du Chapitre 1 du rapport.

De même, les tableaux présentant les points de vérification des différents Paratonnerres à Dispositif d'Amorçage du site (PDA 1, 2 et 3) présentent une numérotation identique pour le PDA 2 et le PDA 3. **Le rapport présente donc des incohérences.**

**L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de vérifier les informations indiquées dans les rapports de ses prestataires.**

### Concernant la conformité de l'installation.

**Le prestataire n'ayant testé ni les Paratonnerres à Dispositif d'amorçage (PDA), ni les conducteurs de descente, la vérification est incomplète et donc non conforme.**

**Les risques que peuvent engendrer un impact foudre, non maîtrisé, (sur-tension sur le réseau électrique en cas de mise à la terre défectueuse) sur un établissement ayant des activités susceptibles d'engendrer un incendie et/ou une explosion, tel que le stockage de céréales, de GPL et d'engrais à base de nitrate d'ammonium à haut dosage, ne peuvent être négligés.**

**Postérieurement à la visite, le 17 juin 2025, l'exploitant a transmis deux rapports complémentaires suite aux tests des têtes des dispositifs de protection contre la foudre réalisés le 12 juin 2025, pour les deux sites d'Epieds-en-Beauce de la société LEPLATRE SAS :**

- n°1GF.25.2753\_A pour le site sis au n°21 rue du Moulin ;

- n°1GF.25.2753\_B pour le site sis au n°8 rue du Moulin.

La société 1GFoudre a indiqué, dans ces deux rapports, que les tests ne concernent que les parties actives des Paratonnerres à Dispositif d'amorçage (PDA).

Les paratonnerres testés sont de marques "PREVECTRON 2 S6,60 (INDELEC) pour les deux sites. Le prestataire conclut que les parties actives des PDA sont conformes.

**Cependant, l'inspection a constaté que le prestataire ne justifie pas du contrôle des conducteurs de descente des systèmes de protection contre la foudre. Le contrôle est par conséquent incomplet.**

**Ecart [PdC n°4] est maintenu. Le point 2b de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 janvier 2025 n'est donc pas respecté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°5.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Documentation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]  L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'ARF, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.  Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Ecart [PdC n°6] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 :</b> L'exploitant ne justifie pas de l'analyse foudre et de l'étude technique foudre à l'inspection des installations classées.  Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 23 janvier 2025.</p> <p><b>Le 18 mars 2025,</b> l'exploitant a transmis le rapport d'Analyse du risque foudre (ARF) de son site .  Ce rapport a été rédigé par la société APAVE, en date du 09 avril 2009 (n° affaire : 09.601.200.02642.00.T).</p> <p><b>Le jour de la visite,</b> l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'étude technique foudre à l'inspection.  Pour rappel, ce document avait également été demandé, par sondage, lors de la visite du 23 janvier 2025.</p> <p><b>L'exploitant ne répond que partiellement à l'écart relevé lors de la dernière visite de l'inspection.</b></p>

<p>Ecart [PdC n°6] est reformulé comme suit : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les documents nécessaires pour justifier de la conformité de ses installations de protection contre la foudre.</p> <p>Par conséquent, le point 1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2025 n'est pas respecté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°6.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Stockage de gaz inflammables liquéfiés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 8.5.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurités</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation.</p> <p>L'installation est également dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En complément des moyens définis à l'article 7.7.3. du présent arrêté, l'installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés est dotée de deux extincteurs à poudre et le réservoir est équipé d'un système fixe d'arrosage raccordé avec un débit minimum de 6 l/m<sup>2</sup>/min, pour une durée minimale de 2 heures.</p> <p>Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir.</p>

Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir est obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle, à distance du réservoir.

Tous ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Ces moyens de secours (sauf système fixe d'arrosage de réservoir) doivent pouvoir être aussi utilisés en toute efficacité pour intervenir sur l'aire de ravitaillement par camions (cf. article 8.5.4.9. du présent arrêté) et sur l'aire d'inspection des camions (cf. article 8.5.3.2. du présent arrêté).

#### **Constats :**

**Ecart [PdC n°7] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 : L'exploitant ne justifie pas d'une vérification annuelle et du maintien en bon état des équipements de protection de la cuve GPL notamment la détection gaz et le système fixe d'arrosage ainsi que de l'obtention d'un film d'eau homogène sur la totalité de la cuve alimentée par une vanne manuelle à distance de cette cuve. Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 23 janvier 2025.**

L'exploitant a indiqué que la cuve GPL du site a été requalifiée, au titre de la réglementation des équipements sous pression, par la société PRIMAGAZ mais n'a pas été en mesure de présenter un document justifiant de cette requalification.

**De même, aucun justificatif de vérification des dispositifs de protection de la cuve GPL n'a été présenté (détecteurs gaz, efficacité du système fixe d'aspersion).**

En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du débit de 6l/m<sup>2</sup>/min pendant 2h du système fixe d'arrosage.

Par ailleurs, lors de la présente visite, l'inspection a fait réaliser un test de la rampe d'aspersion qui permet de refroidir la cuve GPL en cas d'incendie.

Lors de ce test, l'inspection a constaté qu'une buse d'aspersion ne fonctionnait pas (au milieu de la rampe) et qu'une autre délivrait juste un filet d'eau (en fin de la rampe d'aspersion).

L'inspection a également constaté que la cuve GPL était à 40 % de sa capacité.

Enfin, l'exploitant a désigné l'endroit où se trouve la deuxième commande du circuit d'alimentation en eau de la rampe d'aspersion. L'exploitant a indiqué que cette vanne se trouve dans un regard fermé par une plaque en fonte. L'inspection n'a pas vérifié la présence de la vanne.

L'exploitant a précisé que des travaux allaient être réalisés afin de permettre d'accéder à cette vanne plus facilement et de disposer d'une signalétique pour bien la localiser (panneau et plaque de fonte peinte en rouge). Pour autant, aucune date de mise en œuvre de ces travaux n'a été



précisé lors de la visite.

Le regard se trouve à environ 14 mètres du grillage qui délimite l'installation de stockage GPL.

Enfin, l'exploitant ne justifie pas de l'asservissement de la détection gaz au système fixe d'arrosage.

**Postérieurement à la visite**, le 10 juin 2025, l'exploitant a transmis 3 attestations de requalification périodique d'équipement sous pression des cuves GPL des sites n°8 et 21 rue du Moulin sur la commune d'Epieds-en-Beauce :

- une attestation n° 33755 pour un récipient sous pression de 28000 Litres, n° de fabrication 7213586, en date du 08/06/2022 (prochaine requalification est prévue pour le 08/06/2027) ;

- une attestation n°337556 pour un vaporiseur de 30 Litres, n° de fabrication X2RA0144, en date du 08/06/2022 (prochaine requalification est prévue pour le 08/06/2026) ;

- une attestation n°338794 pour un récipient sous pression de 110000 Litres, n° de fabrication 338794, en date du 24/06/2022 (prochaine requalification est prévue pour le 24/06/2027).

**L'inspection n'a pas de remarque particulière à formuler sur les 3 attestations transmises.**

**Au regard des éléments ci-dessus, l'exploitant ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.**

**L'écart [PdC n°7] est maintenu :**

**Les équipements ne sont pas maintenus en bon état ni vérifiés au moins une fois par an (détecteurs gaz, efficacité du système d'arrosage fixe).**

**Le test réalisé lors de l'inspection a mis en évidence un dysfonctionnement qui remet en cause l'efficacité du système d'arrosage.**

**Par conséquent, les points 2c.1, 2c.2, 2c.3 et 2c.4 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 janvier 2025 ne sont toujours pas respectés.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant :

- de la présence du débit minimal requis du système fixe d'arrosage (rapport de vérification annuel),
- du bon fonctionnement et du bon état de la détection gaz (rapport de vérification annuel),
- de l'obtention d'un film homogène sur la totalité de la surface de la cuve,
- que la présence d'une vanne manuelle se trouve à une distance permettant de l'actionner sans risque pour le premier intervenant,
- des actions de remédiation quant au fonctionnement du système d'arrosage (buses)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 8 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2024

Prescription contrôlée :

La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan

d'opération interne.

**Constats :**

**Ecart [PdC n°8] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 : L'exploitant ne justifie pas d'un plan d'opération interne.**

Le 28 novembre 2024, l'exploitant a transmis par courriel le Plan d'Opération interne du site, dans la « version Projet 1 » en date d'août 2024.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la version transmise est la version validée.

Pour autant, l'inspection a constaté, par sondage, que le POI est incomplet.

En effet, le document n'indique pas le risque d'explosion au niveau du magasin d'engrais et des installations de séchage au gaz.

De plus, l'inspection a également constaté le tableau du chapitre 4 « Scénario d'accidents-évaluation de risques » n'indique pas le risque d'explosion pour les séchoirs et les engrais solides ou que le numéro de téléphone indiqué pour prévenir l'Unité Départementale de la DREAL est erroné.

**L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit prendre ne compte les informations contenues dans la dernière version de son étude de dangers pour l'élaboration de son POI.**

L'inspection a également constaté que les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux et la remise en état ne sont pas incluses dans le Plan d'Opération Interne du site alors que l'alinéa (i) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement prescrit :

« [...]

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances;

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Ces points sont applicables aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.[...] »

Par conséquent, le POI est incomplet. Il omet des scénarii accidentels, comporte une information erronée et n'intègre pas les dispositions prévus pour ce qui concerne les premiers prélèvements environnementaux et la remise / nettoyage en cas d'accident.

**L'écart [PdC n°8] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 est reformulé comme suit : Le Plan d'Opération Interne (POI) est incomplet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°8.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé..</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Alimentation en énergie et utilités associées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en cas de coupure de l'alimentation électrique, les différentes installations qui composent l'établissement et les dispositifs de sécurité ne seraient plus fonctionnelles.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de groupe électrogène pour palier à l'absence d'alimentation générale de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que le bâtiment où se trouvent les bureaux et le serveur sont alimentés par un compteur individuel.</p> <p>Pour autant, l'exploitant n'a pas présenté de document le justifiant.</p> <p><b>Ecart [PdC n°9] L'exploitant n'est pas mesure de présenter des mesures techniques et organisationnelles compensatoires, en cas de perte des utilités de sécurité qui permettent aux barrières de sécurité d'être opérationnelles, en cas d'absence d'alimentation électrique.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°9.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 6.2.2 et 6.2.3																	
Thème(s) : Autre, Niveaux limites de bruit																	
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2025</li> </ul>																	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 6.2.2</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <table> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> <tr> <td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </table> <p>Art. 6.2.3</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <table> <tr> <th>PERIODES</th><th>PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)</th><th>PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)</th></tr> <tr> <td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>			Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)			
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés															
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)															
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)															
PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)															

	fériés)	fériés)
Niveau sonore limite admissible	70dB (A)	60 dB(A)

#### Constats :

**Ecart [PdC n°10] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 : L'exploitant ne respecte pas les valeurs limites sonores en zones à émergences réglementées.**

Pour rappel, l'inspection a accusé réception d'une plainte (08 décembre 2022) pour des nuisances sonores émanant des deux sites LEPLATRE SAS.

Une étude d'impact sonore a été réalisée du 14 décembre 2022 au 15 décembre 2022 par la société DEKRA, pour le compte de la société LEPLATRE. Cette étude, réalisée pour les 2 sites exploités pour la société LEPLATRE situés au 8 et au 21 rue du Moulin, met en exergue des dépassements des valeurs limites sonores en zones à émergences réglementées.

**Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2025 (point 3 de l'article 1er).**

**Concernant le respect dupoint 3 de l'article 1er, de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, en date du 23 janvier 2025 :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport d'étude de bruit pour justifier de la conformité acoustique de son installation.

L'exploitant a indiqué que l'étude acoustique sera réalisée en fin d'année 2025, pendant une période de séchage. Pour autant, aucun accord signé avec un bureau d'étude n'a été présenté à l'inspection.

A noter que l'exploitant n'a pas fait part à l'inspection de difficultés particulières pour répondre à l'écart dans le temps imparti, à la réception du rapport de la visite du 23 juillet 2024 (19 septembre 2024).

**L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit réaliser une étude acoustique dans les 6 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure (échéance au 23 juillet 2025).**

**En cas de non-respect du point 3 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 janvier 2025, les suites et sanctions administratives et pénales pourraient alors être proposées.**

**Par conséquent, le point 3 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 janvier 2025 s'impose toujours à l'exploitant.**

**En attendant le rapport d'étude acoustique, l'écart [PdC n°10] est maintenu.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder à un **recensement des sources sonores** afin de mettre en conformité ses installations.

Après mise en conformité acoustique, **une nouvelle évaluation des émissions sonores doit être effectuée** dans des conditions représentatives de fonctionnement des installations, comprenant notamment le fonctionnement du séchoir. Cette mesure acoustique des émissions sonores doit être conforme à la méthodologie mentionnée dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Une mesure acoustique sera effectuée **pour chacun des sites exploités** par la société LEPLATRE et non une mesure globale pour les 2 sites.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 11 : Etat des stocks des matières dangereuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

**Prescription contrôlée :**

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

**Pour les matières dangereuses**, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des **rubriques 4XXX** de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

**L'état des matières stockées** est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

**Pour les matières dangereuses**, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

**Ecart [PdC n°11] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 : L'exploitant ne justifie pas d'un état des stocks exhaustif et à jour des matières dangereuses détenues dans son établissement.**

L'exploitant a présenté un état des stocks tenu sous le logiciel de gestion des approvisionnements « ATYS », jumelé avec le logiciel « MD Service » qui enregistre les quantités de produits dangereux. La quantité stockée d'engrais de catégorie 4702-II est inférieure et conforme à la quantité maximale prescrite par l'arrêté préfectoral du 25 mai 2016.

Pour autant, l'exploitant a indiqué que la quantité de GPL au jour de la visite était au niveau de 40 %.

L'exploitant a précisé qu'il enregistrait la quantité de gaz sur un registre prévu à cet effet et disponible au bureau d'exploitation.

L'inspection a constaté un enregistrement de la quantité de GPL au 25/03/2025 (40 %).

**Au regard du document présenté, l'inspection a constaté que l'exploitant ne justifie pas d'une fréquence d'enregistrement périodique.**

**L'inspection rappelle que le relevé des matières dangereuses doit être effectué « a minima de manière quotidienne ».**

**Par conséquent, l'exploitant ne justifie pas d'un état des stocks exhaustif et à jour des matières dangereuses détenues dans son établissement.**

**L'écart PdC n°11 relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 est maintenu.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de



répondre au constat associé au PdC n°11.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé..

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 12 : Stockage engrais

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, détection automatique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

**Prescription contrôlée :**

Les **magasins de stockage** et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une **détection** efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple).

Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement.

Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est **obligatoire** et fonctionne en permanence.

La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

**L'exploitant** établit des **consignes de maintenance** et **organise à une fréquence adaptée** des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages

couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Ecart [PdC n° 9] relevé lors de la visite du 23 juillet 2024 : L'exploitant ne justifie pas du bon état de fonctionnement de son installation de détection gaz de son magasin d'engrais.</b></p> <p>Le 14 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification du système de détection de son magasin d'engrais (rapport n°134190462-001-1 en date du 12/12/2024).</p> <p>La vérification a été effectuée par la société APAVE, le 12 décembre 2024.</p> <p>L'inspection a constaté que le prestataire n'a relevé aucune anomalie et que l'état du système de détection incendie est jugé « Satisfaisant ».</p> <p><b>Ecart levé</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Recensement des sources de bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 23/01/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Niveaux limites de bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A titre conservatoire, la société LEPLATRE ET COMPAGNIE, dont le siège social est situé 21 rue du Moulin à Epieds en Beauce (45130), pour le complexe céréalier qu'elle exploite à la même adresse, doit procéder dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>a) au recensement des émissions sonores des installations engendrant des émergences supérieures aux valeurs autorisées et à l'établissement d'un plan de réduction du bruit des installations.</p> <p>b) à la transmission des documents justificatifs à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas justifié du recensement des émissions sonores des installations engendrant des émergences supérieures aux valeurs autorisées et d'un plan de réduction des bruits des installations.</p> <p>L'inspection tient à signaler à l'exploitant qu'il pouvait donc réaliser cette étude acoustique en fin d'année 2024 afin de répondre à l'écart relevé lors de la visite du 23 juillet 2024.</p> <p>De même, pour répondre à la demande de l'autorité préfectorale, l'exploitant pourrait programmer cette étude acoustique pour la période de séchage de fin septembre début octobre 2025.</p>

<p><b>Ecart [PdC n°13] : L'exploitant ne justifie pas d'un recensement des émissions sonores des installations engendrant des émergences supérieures aux valeurs autorisées et d'un plan de réduction des bruits de ses installations.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- recenser les installations amener à émettre des émissions sonores pouvant engendrer des émergences supérieures aux valeurs autorisées ;</li> <li>- proposer un plan de réduction des bruits des installations ;</li> <li>- transmettre les documents justificatifs à l'inspection des installations classées.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées : Avec suites</b></p>
<p><b>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</b></p>
<p><b>Proposition de délais : 3 mois</b></p>